

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

samedi 19 mai 1979

N°23

révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe.
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe.
Pour la reconstruc - tion de la IVéme Internationale.

Pour la construction

ouvrier

d'un parti

PRIX : ANTILLES 1,50F

Editorial_

COMMEMORATION DU 22 MAI 1848

La libération des esclaves sera d'une manière ou d'une autre commémorée par des milliers et des milliers d'Antillais.

Enseignants et élèves qui seront en congé dans un certain nombre de communes ce jour-là, travailleurs qui ont déjà obtenu de leur patron que cette journée soit chômée et payée ou encore qui se mettront en grève le 22, témoigneront à leur façon du lien qui existe entre les Antilles d'hier, au moment où les trois-quarts de la population étaient des esclaves et celles d'aujourd'hui sous le système capitaliste.

jourd'hui sous le système capitaliste.

131 ans après la révolte des esclaves de la région de Saint-Pierre, les choses ont bien changé. Il n'y a plus de commandeurs, le fouet à la main, pour faire accélérer la cadence du travail sur les habitations. Il n'y a plus de chaînes pour attacher les récalcitrants et on ne marque plus du fer rouge ceux qui ont l'audace de réclamer l'égalité des droits entre les êtres humains. Ceux qui se sont dressés en Mai 1848 n'ont pas attendu que leurs maîtres, contraints par les événements extérieurs les libèrent, mais ont obligé ces derniers à proclamer l'abolition de l'esclavage. Leur exemple allait être suivi en Guadeloupe, où de peur que les esclaves ne se révoltent, le gouverneur décidait leur libération.

Mais si le fouet, les chaînes, les tortures et le bagne ont disparu de l'arsenal répressif des possédants, la domination, elle, continue d'exister. Moins brutale, certes, quand elle ne se traduit que par le fait que la majorité des travailleurs sont contraints de trimer pour des salaires de misère, tandis que des dizaines de milliers d'autres n'ont d'autre choix que le chômage ou l'émigration. Mais quand le système colonial estime sa domination menacée, ce sont les massacres comme en Mai 1967 en Guadeloupe ou Décembre 1959 en Martinique.

Aujourd'hui, la forme de la domination, la forme de l'exploitation ont changé, mais quand au fond, la société est restée pareille, basée sur l'exploitation du travail de la majorité, au point qu'en Martinique par exemple, la plupart des gros capitalistes d'aujourd'hui sont les descendants directs des esclavagistes d'hier.

Alors, les travailleurs qui manifesteront le Mardi 22 Mai, ceux qui se mettront en grève, ou participeront aux différentes commémorations auront raison de le faire. Ils montreront ainsi leur volonté de lutte contre la société existante, la société capitaliste, qui n'exploite pas moins et n'opprime pas moins que la société esclavagiste, même si elle le fait différemment. Ils diront leur volonté de se battre pour une société débarrassée de l'exploitation et de l'oppression, la société socialiste. Ils feront tout simplement du 22 Mai, une journée de lutte contre le capitalisme et le colonialisme.

GUADELOUPE FIN DE LA GREVE A LA S.I.G. MALGRE L'INSUCCÈS: DES ACQUIS IMPORTANTS

Après 28 jours de grève, les travailleurs de la SIG ont décidé de reptendre le travail. Ils réclamaient la réintégration de 24 de

Ils réclamaient la réintégration de 24 de leurs camarades licenciés par la direction. Cette dernière n'a pas cédé. Bien au contraire, elle a utilisé à fond tout l'appareil judiciaire et répressif du pouvoir colonial pour briser le mouvement.

Tavernier, sûr du soutien de la préfecture, du tribunal, des forces de police et de gendarmerie, soutenu par une grande fraction des élus du Conseil Général a utilisé les CRS pour faire reprendre, sous les fusils, une dizaine d'employés de bureau dévoués à la direction. Des travailleurs furent frappés, des délégués syndicaux furent empêchés d'exercer librement leurs fonctions.

Jeudi 10 et vendredi 11, les CRS ont pratiquement encerclé le siège de la SIG ne laissant passer au-delà de leur barrage que quelques briseurs de grève. Une aide précieuse fut apportée à Tavernier par quelques petits chefs guadeloupéens qui s'empressaient d'exécuter fidèlement ses ordres. La mobilisation du comité de grève, les

La mobilisation du comité de grève, les meetings, avec les locataires, la présence de nombreux locataires sur les lieux, le matin, la manifestation de samedi, la détermination de bon nombre de travailleurs prêts à se battre jusqu'au bout, n'auront pu contrer la pression juridico-répressive exercée sur bon nombre de travailleurs qui, trompés et intimidés par Tavernier et l'équipe des «ti chefs» ont, mardi repris le travail. Et, bien que à trois reprises les jours précédents les grévistes avaient pu convaincre une bonne partie de rester à leurs côtés, ce jour-là ce fut plus difficile. Nous étions au 28ème jour de grève. Contrairement aux



Face aux grévistes, des CRS ont aidé la direction à briser la grève.

affirmations de la direction, une bonne partie des travailleurs restait en lutte, cependant ils étaient minoritaires. Et le comité de grève prit la décision de lancer le mot d'ordre de reprise pour le lendemain mercredi 16 mai 1979.

Les travailleurs de la SIG n'ont pas gagné, certes. Cependant, tout au long de cette grève, ils ont acquis une expérience enrichissante. En particulier ils ont pu se rendre compte de l'inutilité du Conseil Général sur lequel ils comptaient, à tort, depuis plus d'un an pour résoudre ce problème de licenciements. Malgré les 24 signatures réunies par Jalton, maire des Abymes, pour réunir en session extraordinaire le Conseil Général «l'Assemblée départementale» ne s'est pas réunie...

(Suite page 3)

MARTINIQUE: LIBEREZ LES 6 JEUNES EMPRISONNES!

Sur les 7 jeunes emprisonnés il y a maintenant un mois, il n'a été remis en liberté qu'un seul d'entre eux. Depuis donc un mois, 6 jeunes Martiniquais croupissent en prison sous l'accusation d'avoir frappé des blancs sur un certain nombre de plages de la Martinique

Depuis qu'elle a été révélée par France-Antilles, il y a trois semaines, plus rien n'a filtré sur cette affaire. Tout se passe comme si on voulait étouffer les faits, afin que personne n'en parle sinon en désignant les jeunes emprisonnés comme des voyous ou des voleurs.

Or cela n'est pas vrai. Les éléments dont nous disposons permettent d'affirmer dès maintenant qu'il s'agit d'une nouvelle affaire coloniale, qu'il s'agit d'une provocation montée par la gendarmerie et la justice colonialiste contre de jeunes Martiniquais. Le cas le plus concret est fourni par le seul libéré.

Robert E. a fait 3 semaines de prison pour rien. On l'accusait tout simplement d'avoir frappé un blanc de deux coups de poing près du cinéma Olympia. Il n'y avait pas de plainte déposée, aucune certitude que les faits aient eu lieu. Pour cela, sur l'ordre d'un juge d'instruction raciste il a

fait 3 semaines de prison ! Son nom a été livré à la colère publique, sa photo a été publiée en 1ère page de France-Antilles ! Et cela sur une simple présomption, sur une accusation gratuite

une accusation gratuite.

Une telle injustice aurait pu avoir lieu à l'encontre de n'importe quel jeune Martiniquais. Ce seul fait doit ouvrir les yeux à toute la population de la Martinique. Si l'on garde en prison quelqu'un qui n'a rien fait pendant 3 semaines, c'est sans doute une condamnation sévère qui attend les 6 autres qui sont toujours en prison.

Cela ne doit pas avoir lieu. Nous devons empêcher la condamnation des 6 jeunes, qui ont peut-être fait une bêtise mais qui sont infiniment moins coupable que le pouvoir colonial qui, lui, a sur les mains le sang de Nouvet, d'Ilmany, de Marie-Louise, de Jovignac. Nous devons exiger la libération des emprisonnés.

La jeunesse martiniquaise, les travailleurs, toute la population ne doivent pas permettre une nouvelle forfaiture. Il faut que cette affaire soit tirée au clair et que ces jeunes soient libérés.

LIBEREZ LES EMPRISONNES!
A BAS LA REPRESSION COLONIALE!

AUGMENTATION DU PRIX DE L'ESSENCE

C'est à la fin de la semaine dernière que les prix de l'essence ont brutalement été augmentés en Guadeloupe et en Martinique. Les patrons de la SARA, avec l'accord des préfets ont accompli en douce leur sale coup.

Et le plus simplement du monde, l'information était rendue publique, sans gêne, sans grande explication non plus d'ailleurs.

Pourtant, il y a quelques jours, les journalistes de service s'étaient empressés de préciser que l'augmentation du prix de l'essence qui touchait la France n'était pas applicable aux Antilles...

Personne ne se faisait vraiment d'illusion sur ces affirmations. Et les capitalistes qui sévissent aux Antilles aidés par la préfecture, n'ont pas tardé à profiter de la bonne aubaine, pour accroître leur profit, eux aussi.

Mais le cynisme des autorités préfectorales et gouvernementales qui continuent de faire mine d'«améliorer les choses», l'économie, le commerce... au moment même où elles organisent la dégradation de la situation des hommes et des femmes de ce pays, est chaque jour un peu plus révoltant !

Coordination et preparation democratique solidarité permanente sont necessaires au succès des luttes

Le déroulement des différentes grèves qui ont mobilisé les travailleurs depuis le début de cette année doit conduire ceux qui situent leur action sur le terrain de la classe ouvrière à tirer un certain nombre de conclusions.

Les grèves de ces derniers jours et l'impact qu'elles ont eu sur l'ensemble de la population rendent évidentes certaines de ces conclusions.

PREPARER ET ORGANISER LES LUTTES EN FONCTION DE L'INTE-RET DE TOUS LES TRAVAILLEURS.

Deux grèves en particulier ont attiré l'attention par le fait qu'elles avaient une conséquence immédiate sur la vie de milliers de gens et en particulier sur celle d'autres travailleurs.

Il s'agit bien sûr des grèves de l'EDF et aussi de la SIG. Dans le premier cas, l'électricité a été coupée dans presque tout le pays et donc la grève a affecté non seulement les entreprises, mais également la population laborieuse, les petites gens, causant des pertes à des petits commerçants notamment. Dans le deuxième cas, c'est essentiellement les locataires de la SIG — environ trente mille personnes qui ont été touchées par cette grève.

Pour l'EDF, les cris et les protestations des milieux bourgeois ont retenti dès les premiers jours de la grève. Le préfet s'est dépêché d'intervenir. Mais les mêmes n'ont pas eu le moindre mot pour le scandale que constituait le licenciement de 22 personnes travaillant à la SIG.

Les milieux bourgeois et petits-bourgeois bien-pensant toujours pressés de prendre position contre les grèves des travailleurs ont orchestré une véritable campagne antigréviste aidés en cela par la presse et la radio tant officielle que périphérique (RCI).

Cela dit, il reste qu'il a existé réellement une irritation populaire contre la façon dont s'est déroulée cette grève de l'EDF. En particulier, elle a pris bon nombre de travailleurs au dépourvu, ainsi que de petits commercants.

Il ne s'agit pas ici de donner ni conseils, ni leçons aux travailleurs de l'EDF mais de prendre conscience que dans le climat actuel et dans la période que nous traversons les luttes ouvrières se heurtent à des difficultés croissantes. Elles doivent mettre tous les travailleurs et tous les pauvres en général de leur côté.

Ce qui devrait conduire tous ceux qui agissent et parlent au nom des travailleurs à organiser ces luttes de façon méticuleuse et pour cela le moyen le meilleur c'est de le faire démocratiquement et en coordination avec les autres travailleurs.

Pour bien des travailleurs la grève des agents de l'EDF est apparue comme un mouvement corporatiste et isolé sans lien avec eux. Et bien souvent, on a vu des travailleurs être gênés, parce qu'ils n'arrivaient pas face à la propagande patronale, à prendre la défense des grévistes de l'EDF, vu la façon dont la grève se déroulait.

Pour la grève de la SIG, la leçon à tirer est la même mais pour d'autres raisons. La gêne causée aux locataires n'a jamais

fait basculer ceux-ci dans le camp antigréviste. Car les ouvriers et employés de la SIG avaient réussi à mettre ceux-ci de leur côté en les aidant à s'organiser pour faire face aux inconvénients dûs à la grève (entassement des ordures notamment, mou-

ches, vermine, etc...).

Dans ce cas, c'est un autre problème qu'il faut poser. La grève a duré près d'un mois sans obtenir satisfaction. Notons que les travailleurs de Renault sont aussi en grève depuis près d'un mois (et il en est de même de Sorès Bar).

dicales qui se réclament de la classe ouvrière.

Nous persistons à croire et à dire que le meilleur moyen de riposter aux attaques des patrons c'est d'organiser l'offensive de tous les travailleurs contre ceux-ci et non

c'est quasiment encore plus difficile lorsque

les travailleurs de cette entreprise sont face

toutes les organisations politiques ou syn-

Dans la situation actuelle, chaque grève doit entraîner une intense mobilisation de

aux forces de répression.

c'est le cas actuellement.

Mais une des conditions de préparation de cette offensive, c'est que les luttes en cours qui se déroulent pour l'instant de manière isolée trouvent immédiatement

pas de se contenter de se défendre comme

COMIT DE SOL DES LOCATRA

Les bandes armées du capital contre les travailleurs.

FACE A LA REPRESSION PATRONALE SOLIDARITE OUVRIERE.

Les patrons utilisent les moyens juridiques et la force pour briser ces grèves. Les CRS sont intervenus pour briser la grève de la SIG, comme ils continuent de le faire chez Renault, exerçant une forte pression permanente sur les grévistes.

La presse (et surtout la radio) manifestement, privilégie le point de vue des patrons et sert de relais pour hâter la démoralisation puis la défaite des travailleurs.

Les patrons ont tiré eux-aussi les leçons des grèves de fin 78 et ont décidé de mettre un frein aux succès remportés alors.

Pour le camp ouvrier @ela doit vouloir dire qu'il est nécessaire de coordonner toutes nos forces aussi bien syndicales que politiques lors de chaque lutte.

Outre le fait qu'il est difficile de remporter un succès dans une entreprise isolée, l'appui moral et organisationnel le plus large et le plus agissant.

Chaque campagne organisée à l'occasion d'une grève, chaque succès remporté faciliteront pour la suite de la lutte, la mobilisation générale de la classe ouvrière.

Lorsque nous disons qu'il faut un mouvement tous ensemble, nous ne croyons pas que ce mouvement puisse tomber tout préparé du ciel.

C'est au travers de toutes les luttes qui se déroulent que cette idée de la nécessité d'une lutte générale va frayer son chemin dans la conscience des travailleurs.

Mais pour cela, le climat, l'ambiance dans laquelle se déroule chaque lutte, le soutien qu'elle rencontre dans l'opinion ouvrière est très importante.

En particulier la répression juridique ou policière contre les grévistes doit rencontrer une opposition farouche et agissante de la part des organisations ouvrières et de tous les travailleurs. Et pas seulement des

protestations verbales. Contre cela il s'agira aussi de faire appel à la grève, aux manifestations et aux luttes de toutes formes en appui aux travailleurs attaqués par le pouvoir.

Aujourd'hui le mot d'ordre doit être sans relâche : COORDINATION ET PRE-PARATION DEMOCRATIQUES DES LUTTES d'une part et SOLIDARITE PERMANENTE DES TRAVAILLEURS ET DE LEURS ORGANISATIONS.

Ne nous laissons pas vaincre et démoraliser du fait de notre isolement ou de l'absence de liens entre les luttes.

Les divergences entre organisations politiques se réclamant de la classe ouvrière ne doivent pas permettre un isolement des uns et des autres face aux attaques du pouvoir et des capitalistes.

Car alors ce sont les travailleurs qui en feraient les frais.

LUTTES SYNDICALES OU LUTTES POLITIQUES?

De même il faut mettre fin à l'artificielle barrière que certains — notamment les organisations nationalistes — ont dressé entre organisations syndicales et organisations ouvrières politiques.

Les luttes à caractère syndical pur cela n'existe pas. Les évènements le prouvent. Lorsque les travailleurs luttent, ils se trouvent en face des forces armées de l'Etat. Le pouvoir vole chaque fois au secours des patrons. Chaque grève devient forcément une lutte qui prend des aspects politiques.

La lutte pour les salaires ou contre les licenciements se heurte à la volonté politique de la classe capitaliste. Celle-ci dispose alors des tribunaux, de la police et des forces armées pour réprimer les travailleurs en lutte.

Dès lors la conclusion à laquelle il faut en venir, c'est que les coups des travailleurs doivent être aussi dirigés contre l'Etat en question.

Cette conclusion, des travailleurs la tirent, car ils vivent l'expérience de l'intervention fréquente de la police et de la justice aux côtés des patrons capitalistes.

La moindre des choses serait que les organisations ouvrières, et en tout cas leurs militants les plus conscients, se hissent au niveau des travailleurs qui ont été instruits par la lutte.

La période que nous vivons met inévitablement ces questions à l'ordre du jour. Tous ceux, militants ou organisations, qui ont le souci des intérêts immédiats et à venir de la classe ouvrière doivent y répondre. Les travailleurs ont besoin d'une organisation et d'une coordination pour faire face aux pressions et attaques de toutes formes de la bourgeoisie locale et coloniale. Il faut répondre à ce besoin, sous peine d'être, dans un avenir plus ou moins proche, disqualifié en tant que représentant ou porteparole des travailleurs.

Georges RASSAMY

GUADELOUPE:

Les travailleurs de l'EDF ont momentanément mis fin à leur mouvement. Celui-ci s'opposait essentiellement aux mauvaises conditions de travail qui leur sont imposées, et à la politique générale de la direction de l'EDF, politique qui vise à favoriser les gros utilisateurs tout en laissant se dégrader sans arrêt la qualité des services dûs aux petits artisans, petits commerçants, ainsi qu'à l'ensemble de la population.

Et ce seul fait : que des travailleurs aient osé contester une politique qui, en dernier ressort, est la politique des gros capitalistes et de l'administration préfectorale, ce seul fait a suffi à porter à son point maximum l'exaspération et la hargne anti-ouvrière de tous les possédants de ce pays:

Alors, bien sûr, ce ne sont pas les gros du commerce, de l'agriculture et de l'industrie qui prennent eux-mêmes en mains le micro ou la plume pour crier leur haine de la classe ouvrière, ils estiment, tous ces capitalistes, qu'il est beaucoup plus efficace de laisser ce travail-là à leurs commis!

C'est au chef de centre de l'EDF, aux journaleux de FR 3, à ceux de France-Antilles qu'il revient de distiller, jour après jour, heure par heure, dans la population,

LA SAINTE ALLIANCE CONTRE LES TRAVAILLEURS DE L'EDF

toute la démagogie anti-gréviste possible et imaginable.

Dans ce quarteron hargneux, le préfet Maillard a lui aussi sa place. N'est-il pas le premier représentant sur place de l'Etat, c'est-à-dire de l'administration centralisée des intérêts des riches! Il n'y a donc aucune raison pour que les capitalistes ne mettent pas au boulet Maillard lui-aussi, et surtout lui!

Mais puisque c'est lui «Monsieur le Préfet», le rôle dévolu à Maillard sera un peu particulier. Lui, son rôle sera de s'adresser aux grévistes en mettant dans sa voix «le maximum de solennité et de gravité» (c'est lui-même qui, samedi à 20 h, expliquait naïvement «son truc à lui» aux auditeurs de FR 3). Et s'adresser aux grévistes pour leur dire quoi ? ... Eh bien, tout simplement pour leur demander d'augmenter la production de Jarry, autrement dit de faire exactement ce que réclament les industriels de Jarry, les gros de l'import-export, les usiniers etc...

Car enfin, à aucun moment, nous n'avons pu entendre Maillard s'adresser solennellement et gravement à la Direction d'EDF pour la mettre en face de ses écrasantes responsabilités et pour lui dire que les grévistes ont raison et que leurs revendications doivent être satisfaites.

En fait et même si la forme en est différente, le travail de Maillard est exactement le même que celui d'un speaker de FR 3 ou d'un gratte-papier de Hersant.

L'hypocrisie de ces dérniers n'est certes plus à démontrer, mais nous prendrons quand même un exemple.

FR 3 joue démagogiquement sur la gêne réelle que cause à de nombreux usagers le manque d'électricité. FR 3 découvre donc que l'électricité est aujourd'hui, en Guadeloupe, quelque chose d'indispensable.

Mais à quel moment les journalistes de cette station ont-ils jamais réalisé une enquête sur le nombre de sections de communes, la quantité de maisons ou de cases en Guadeloupe qui sont dépourvues d'électricité pas seulement pour la durée d'une grève, mais tous les jours de l'année ?

Il suffirait d'une enquête comme celleci, si elle était sérieusement faite, pour que soit mis à jour ce que signifie concrètement pour bien des familles ouvrières la politique des prix appliquée par EDF.

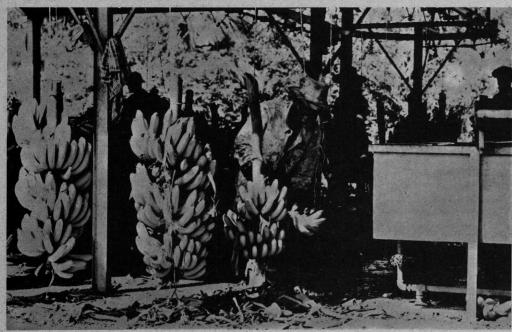
MANIFESTATION DES EMPLOYES DE LA SIG

Samedi 12, une manifestation d'une centaine de personnes, regroupant les grévistes de la SIG, quelques locataires et des travailleurs de Sorès-Bar et de Renault, a défilé dans les rues de Pointe-à-Pitre. Bien que cette manifestation n'ait pas regroupé grand monde, elle a été très dynamique. Les grévistes reprenaient avec force les slogans suivants : «à bas les licenciements!» «Ki yo vlé ki yo vlé pas nou ké gangné!»... «l'Internationale» fut entonnée à plusieurs reprises

La manifestation bloqua la circulation à l'entrée de la rue Frébault, puis près du marché, ce qui permit l'intervention publique d'un dirigeant syndical et d'un représentant des locataires. Ces deux interventions purent regrouper de nombreuses personnes qui exprimèrent leur solidarité en applaudissant vivement les orateurs et en donnant à une quête pour soutenir matériellement les grévistes.

L'accueil reçu par la manifestation a montré que la population ne fut pas indifférente à la grève des employés de la SIG. De nombreux travailleurs se sont sentis concernés par cette lutte. Car eux-aussi ne sont pas à l'abri des licenciements.

capesterre: GREVE DANS LES BANANERAIES



Les grèves continuent dans les bananeraies de la région de Capesterre. Cette semaine c'étaient les travailleurs de la SCA-Plaine qui étaient en lutte.

Le tract diffusé par nos camarades dans la région explique la situation et le mécontentement des travailleurs de ce secteur.

Depuis le mardi 24 avril, les travailleurs de la SCA-Plaine à Manceau sont en grève. Ils refusent de se soumettre à la décision de la direction de les obliger à transporter les régimes de bananes un par un. Plusieurs rendez-vous ont eu lieu, dont un en présence de l'inspecteur du travail, entre la direction et les délégués du personnel. A chaque fois, le sieur Chaulet, responsable de la plantation, maintient sa prétention à faire plier les travailleurs.

En fait, ce que recherche ce petit chef, anciennement employé à la SCEFA-

SCEPLAG de Max MARTIN, c'est à désorganiser les travailleurs de la SCA-Plaine. Car depuis son arrivée sur cette plantation, il n'a qu'une chose en tête : mettre les travailleurs au pas, les «mater» comme il dit. En clair, il veut pouvoir imposer ses quatre volontés aux travailleurs de la SCA-Plaine, comme il le faisait à la SCEFA-SCEPLAG avant que MARTIN ne le licenciât. Augmenter les tâches, aggraver les conditions de travail, licencier comme bon lui semble. Et cela, les travailleurs de la SCA-Plaine ne sont pas prêts à l'accepter. Et ils ont raison. Car avec la crise économique qui sévit, dans tous les secteurs, les patrons veulent faire payer aux travailleurs leurs difficultés. Ils veulent leur faire payer la

crise, en aggravant les conditions de travail,

en faisant travailler plus pour des salaires

dérisoires, en licenciant.

Comme les travailleurs de la SCA-Plaine sont organisés, ils se battent farouchement contre les tentatives de la direction qui fait tout pour les diviser, les désorganiser.

Tous les travailleurs de Capesterre doivent se sentir concernés. Car c'est tous les jours qu'ils doivent se battre sur les différentes plantations contre les gros propriétaires tels que les MARTIN, DORMOY, BUTEL et autres LE METAYER. A la SCEFA-SCEPLAG c'est presque chaque quinzaine que les travailleurs doivent arrêter le travail pour obliger MARTIN à les payer; chez Butel il y a eu grève du mardi 24 avril au jeudi 3 mai, et il n'y a pas si longtemps les travailleurs ont dŷ faire plusieurs jours de grève à la SCA-BOULOGNE pour obliger la direction à donner 5 jours de travail par semaine à tous.

Oui, tous les travailleurs de la banane doivent se sentir concernés, d'autant plus que depuis des mois et des mois, les gros propriétaires, sous prétexte de difficultés, refusent de satisfaire les revendications de salaires, d'améliorer les conditions de travail (eau potable sur toutes les plantations,

W.C., douches, etc...).

En plus, par tous les moyens, ils cherchent à faire travailler beaucoup plus qu'avant, à réduire leurs dépenses en donnant moins de journées de travail.

Travailleurs de la banane, il faut suivre l'exemple des plus combatifs. Il faut riposter aux attaques patronales. Mais il faut surtout que les plus décidés prennent les devants, qu'ils entraînent les autres à la lutte. La lutte pour une augmentation générale et substantielle des salaires, la lutte contre tous les licenciements, contre toutes les tentatives des patrons pour aggraver nos conditions de travail.

Travailleurs de la banane, en avant, il faut engager la lutte!

AIR-FRANCE: MENACES SUR LES EMPLOYES DU FRET

FORT-DE-FRANCE

Les employés du service fret d'Air-France sont inquiets. En effet, Air-France a annoncé son intention de s'associer avec d'autres compagnies aériennes en vue de créer un Groupement d'Intérêt Economique qui prendrait à charge le service du fret.

Si le projet se réalisait, cela significrait pour les 12 manutentionnaires qui fravaillent actuellement au fret, un changement d'employeur. Ils passeraient ainsi d'Air-France au G.I.E.

Mais rien ne leur garantit que leurs avantages acquis leur seraient maintenus en changeant ainsi de patron. Bien au contraire, ils ont toutes les raisons de se méfier car ils savent que ce genre de transfert s'accomplit presque toujours au détriment des travailleurs, et que les employeurs en profitent pour supprimer les avantages déjà acquis (ancienneté, notamment). Ils savent d'autre part que la compagnie Air-France n'est pas habituée à faire de cadeaux aux travailleurs et que s'ils ne réagissent pas immédiatement ils ont toutes les chances de faire les frais de cette restructuration du service de fret.

Aussi ils se tiennent prêts à entamer une action si Air-France ne leur donne pas de garanties strictes que leurs avantages leur seront maintenus. Dans l'immédiat, leurs syndicats ont déposé un préavis de grève en guise d'avertissement. Mais ils sont bien décidés à mettre leur menace de grève à exécution au cas où Air-France prendrait des mesures qui les léseraient.

FIN DE LA GREVE DE LA S.I.G.

(SUITE DE LA PAGE 1)

Ils ont pu constater que le pouvoir colonial et le préfet ne comprennent que le langage de la force et que pour les obliger à céder, c'est une mobilisation et bien plus forte encore qu'il faudra la prochaine fois. Les travailleurs de la SIG ont compris

après voir été lanternés pendant des mois par certains dirigeants syndicaux qu'ils devaient s'occuper eux-mêmes de leurs luttes.

Ils l'ont fait avec beaucoup de retard. Le courant fut difficile à remonter. Le poids de plusieurs semaines de grève a pesé lourd et n'a pas permis aux grévistes de repren-dre un nouveau départ. La démoralisation était trop grande chez une fraction des travailleurs qui ne croyaient plus après tant de jours de grève la victoire possible.

Mais cette simple prise de conscience de la part des travailleurs de la SIG est un acquis considérable. Et c'est aussi un gage pour les luttes futures que celles-ci s'organiseront dans d'autres conditions.

Enfin, l'organisation de la grève, la solidarité financière, les meetings et toute la mobilisation qui s'est faite autour de la grève ont été un enseignement précieux pour bon nombre de travailleurs.

La grève aura permis que soit dénoncé au grand jour le scandale de la SIG, que soient dénoncés les abus et les combines de la direction.

Des milliers de locataires des cités SIG auront appris, le soir dans les prises de paroles organisées par les grévistes (plus de 30 en tout) comment cette société utilise l'argent de leurs loyers, comment, eux aussi sont trompés par ces requins de l'immobi-lier. Les locataires des cités SIG ont pu, tout en soutenant la grève s'organiser de façon dynamique et poser aussi leurs propres revendications.

Les travailleurs de la SIG ont dû céder devant l'arsenal dressé devant eux. Ils l'ont fait le cœur serré, la rage couvant en eux, mais ils l'ont fait la tête haute.

Ils n'ont pas pu empêcher les licenciements des 24, mais ils savent qu'ils ont eu raison d'engager et de tenir dans cette lutte aussi longtemps qu'ils pouvaient le

Les patrons doivent savoir que chaque licenciement s'accompagnera d'une résistance opiniâtre des travailleurs. Les leçons de la grève de la SIG malgré l'insuccès serviront à d'autres et pour d'autres luttes.

EDF - MARTINIQUE: LA COLERE MONTE

Depuis son arrivée, le nouveau directeur de l'EDF-Martinique tente d'imposer aux travailleurs de l'usine de PK (Pointe des Carrières) le changement de dénomination d'un poste. Les titulaires de ce poste ne seraient plus, selon le projet de la direction des chefs de blocs, mais des agents techniques. Et elle se montre tellement attachée à ce changement de dénomination de poste qu'elle préfère actuellement supporter tout le mécontentement des travailleurs de l'EDF, plutôt que de céder sur un problème qui à première vue paraît mineur.

Car les travailleurs, et en premier lieu ceux de PK sont farouchement opposés à ce projet qui sous des dehors anodins peut être lourd de conséquences pour l'ave-

La direction prend prétexte du fait que, selon les normes de la France, la centrale de PK devrait être classée comme centrale d'appoint, c'est-à-dire de peu d'importance, pour tenter de la classer comme telle, alors que c'est la seule centrale électrique de l'île. Mais craignant les réactions de l'ensemble des travailleurs de l'EDF-Martinique, elle préfère s'attaquer aux travailleurs de l'usine en essavant d'imposer le changement de dénomination de poste.

Et les travailleurs ont raison de s'opposer à cette attaque de la direction, car déclasser la centrale en centrale d'appoint, signifie le blocage des effectifs, et des conditions de travail beaucoup plus mauvaises que ce qu'elles sont déjà maintenant.

Cette attaque va dans la droite ligne de la politique gouvernementale actuelle. Après avoir favorisé les attaques des patrons du secteur privé, le gouvernement Barre s'en prend directement aux travailleurs qu'il emploie, ceux du secteur public et nationalisé. Dans l'enseignement, dans les hôpitaux, dans les services, c'est pratiquement le refus d'embaucher, ce qui entraîne des conditions de travail plus difficiles.

C'est cette politique que le directeur de l'EDF-Martinique tente d'appliquer dans un premier temps à l'usine de PK. C'est cette politique-là que les travailleurs de l'EDF doivent mettre en échec, s'ils ne veulent pas en faire les frais.

Guadeloupe: LES TRAVAILLEURS DE RENAULT TIENNENT BON!



(Ph. GEBER)

Après plus d'un mois de grève, les travailleurs des garages Renault poursuivent leur lutte pour obtenir satisfaction sur leurs revendications, entre autres :

Une augmentation des salaires en fonction du coût de la vie.

La mensualisation des ouvriers (en effet comme le dénonçait un des délégués syndicaux de Renault lors d'un meeting à Rémy Nainsouta, beaucoup d'ouvriers de cette entreprise sont payés à la quinzaine).

Une prime de transport de 150 F.

Une prime de vacances égale à 50 % du salaire.

C'est pour arracher ces revendications au patron des garages Renault que les

travailleurs luttent durement. Ils ont dû affronter les CRS envoyés par Audebert, patron de Renault, et par l'administration coloniale. D'autres actes d'intimidation comme par exemple les interpellations policières sont utilisés couramment par le patron, dans ses tentatives de briser le mouvement. Mais la détermination des travailleurs reste intacte. Ils ont su réagir à toutes les provocations patronales et continuent jusqu'à ce que le patron des garages Renault accepte de prendre leurs revendications en

considération. **VIVE LA LUTTE DES TRAVAILLEURS** DE RENAULT!

Pierre JEAN-CHRISTOPHE

BOKASSA MASSACRE DES ENFANTS L'IMPERIALISME FRANÇAIS EST COMPLICE

Pas moins de 62 enfants de 6 à 16 ans ont été massacrés par les troupes du dictateur de Centre-Afrique, Bokassa, au cours des dernières semaines

D'après Amnesty-International, ces jeunes ont été arrachés à leurs parents au cours de descentes policières dans les cases, jetés dans des cachots, bastonnés et torturés à mort.

Ces crimes ont été décidés par Bokassa à la suite de manifestations de jeunes écoliers et étudiants, organisées contre le port obligatoire de l'uniforme.

Le chef de cet Etat avait décidé que tous les enfants devraient acheter un uniforme, vendu dans une seule boutique, appartenant à un membre de la cour impériale et dont le prix avoisinait la valeur moyenne d'un mois de salaire.

Contre cette nouvelle escroquerie criminelle de Bokassa, une partie de la population de la capitale, Bangui, les jeunes en particulier, s'était soulevée. Lors de manifestations, des pierres avaient été envoyées contre la voiture de Bokassa.

C'est par mesure de représaille que Bokassa a fait massacrer ces jeunes otages.

L'information a filtré, avec peu de précisions sur ce qui se passe réellement. La seule source d'information a été Amnesty International qui a enquêté sur le sort de ces jeunes.

Pourtant, le chef de l'Etat Centre-Africain n'en est pas à son coup d'essai. L'exploitation féroce qu'il fait subir à la population s'est encore accrue depuis son «sacre» comme premier empereur du Centre-Afrique. La population dans sa presque totalité vit dans une misère sans nom, tandis que Bokassa organise avec sa cour, le pillage de l'Etat.

Voilà quatre mois, il avait fait tirer au mortier sur une foule de femmes et d'enfants qui manifestaient contre la misère et l'oppression du dictateur. 300 personnes au moins avaient été massacrées.

Cette fois, comme en janvier dernier, après quelques commentaires rapides de journalistes éplorés et indignés, le voile retombe pudiquement sur ce qui se passe quotidiennement dans l'ex-colonie française, aux mains de l'ex-gradé de l'armée française, admirateur de De Gaulle et ami de ses successeurs, Jean-Bedel Bokassa.

Cette fois encore, l'information est donnée, presque sous une forme anecdotique, macabre certes, mais toujours présentée comme n'ayant aucun rapport avec le monde des «démocraties européennes».

Pourtant Bokassa, le maître d'œuvre de ces séances macabres, est bien l'ami de Giscard d'Estaing. De même que Mobutu dont les troupes venues au secours de Bokassa avaient tiré sur la population de Bangui en janvier dernier.

Tous ces pantins sanguinaires sont soutenus financièrement et militairement par les grands «démocrates européens» de France, de Belgique ou d'Angleterre.

Ce sont ces hommes que l'impérialisme a trouvé pour être garants des capitaux investis dans ces pays et pour continuer le pillage des richesses en Afrique. Au Centre-Afrique, ce sont les capitaux français investis dans les mines de diamant et d'uranium, que Bokassa protège.

Et même si ces pantins «forcent un peu la dose» de répression et d'exploitation féroce de la population, et si quelques informations parviennent à filtrer les «grands démocrates» font la sourde oreille. Ils laissent quelques journalistes bien-pensant s'indigner, sûrs qu'ils sont que ceux-ci ne pousseront pas l'information jusqu'à dévoiler le rôle des dirigeants bourgeois démocrates aux côtés des dictateurs sanglants tel Bokassa.

Marianne TIBUS

VERGÈS DANS LE CAMP DU CHAUVINISME FRANÇAIS



Vergès (2e à gauche) dans le camp d'un chauvinisme français qui s'attaquera demain aux travailleurs de France et des soi-disant DOM-TOM.

Paul Vergès, député communiste à la Réunion est venu à Paris faire campagne pour la liste du PCF aux élections européennes. Il a entre autres organisé une réunion sur l'Europe avec une quarantaine de postiers pour la plupart réunionnais. Beaucoup étaient venus à cause de l'admiration qu'ils portent à Vergès et à cause de ce qu'il représente parmi les opprimés de la Comme il fallait s'y attendre l'intervention de Vergès n'était rien d'autre que la succession bien connue d'arguments chauvins, à la limite racistes qu'utilise actuellement le Parti communiste français à l'occasion des élections européennes. Vergès est placé quatrième sur la liste du PCF, ce qui veut dire qu'il est sûr d'être élu au Parlement européen. Il s'apprête donc à y aller pour défendre l'«indépendance de la France». Et il a appelé les Réunionnais et tous les travailleurs dès DOM en France à voter pour ce programme chauvin et anti-allemand.

En somme, le bon vieux colonialisme français vaudrait mieux pour nous...

Voilà à quelles contradictions et à quelles absurdités mène l'axe politique du PCF, via Vergès à ces élections européennes. Et, ce n'est pas tant sa participation aux élections européennes que la politique qu'il défend qui est fausse. Cette politique nationaliste française du PCF vise à flatter la corde chauvine des travailleurs français pour gagner des voix.

Elle revient à détourner l'attention des travailleurs des DOM de la lutte contre le colonialisme français en les jetant dans une lutte contre d'éventuels colonialistes euro-

péens.

SCHOFICHER:

Le mercredi 9 mai, un groupe d'une dizaine de résidents de la Cité Universitaire de Schælcher a jeté en signe de protestation les repas destinés au restaurant universitaire. Il faut dire que les étudiants ont de quoi être en colère. La résidence universitaire a été livrée sans réfectoire ! C'est la municipalité de Schælcher qui doit se charger donc de la restauration des etudiants, et bien souvent, la qualité comme la quantité des repas laisse à désirer. Et la colère a débordé lorsque le lundi 7 mai, il a manqué une quarantaine de repas pour les étudiants, car les responsables calculent au plus juste le nombre de plats à fournir. C'est cela qui a provoqué la colère de nombre d'étudiants et qui est à l'origine des événements du mercredi.

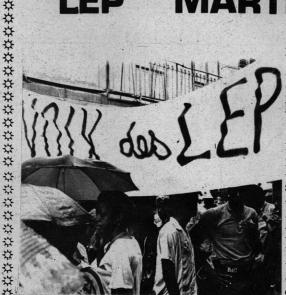
Ceci dit, le type même de l'action a provoqué la désapprobation de bon nombre d'étudiants. En effet, seule une minorité étroite a participé aux événements du mercredi, qui est apparue comme une action de commando. Les membres du commando n'ont pas daigné consulter la masse des étudiants sur les formes de leur action et cela a provoqué de nombreux remous sur le campus.

De plus, les étudiants actifs dans cette affaire, pour la plupart des nationalistes, ont mis contre eux le personnel chargé du

COUP DE COLERE DES ETUDIANTS

réfectoire, car des bouteilles ont été brisées, à la cafétéria et les travailleurs ont eu le sentiment que l'on s'en prenait personnellement à eux. C'est ainsi qu'ils se sont mis en grève le jeudi 10 mai pour protester contre l'attitude des étudiants. Ainsi, si la colère des étudiants était amplement expliquée, il n'empêche que le groupe d'activistes n'a pas mis toutes les chances de son côté et du côté des étudiants et du côté du personnel pour que ses protestations soient entendues et soutenues.

LEP MARTINIQUE



APRES-MIDI CULTURELLE VOIX DES LEP

vous attend, tous, jeunes des L.E.P.A. son après-midi organise le SAMEDI 19 MAI, à partir de 16 heures précises.
AU PROGRAMME:
EXPO LIVRES

なななななななななななななな

Des panneaux : sur les luttes qui se sont déroulées

- sur notre action dans les L.E.P. - et sur nos perspectives.

DE NOMBREUX ARTISTES viendront animer notre rencontre.

viendront animer notre rencont

- BUFFET

- ZOUX

SALLE MAHAUT LAMENTIN ATTACHMENT SALLE MAHAUT LAMENTIN ATTACHMENT SALLE MAHAUT SA

LES 2, 3, 4 JUIN LA FETE DE LUTTE OUVRIERE



A la Pentecôte, Lutte Ouvrière tiendra sa neuvième fête, à Mériel-Villiers Adam.

Lutte Ouvrière, c'est le groupe trotskiste français d'Arlette Laguillier qui défend le même programme que Combat Ouvrier, aux Antilles.

Aux élections du 10 juin, Lutte Ouvrière et la Ligue Communiste révolutionnaire présentent 81 candidats sur une liste commune intitulée «pour les Etats Unis Socialistes d'Europe» et dirigée par Arlette LAGUILLER et Alain KRIVINE. De ce fait, cette année la Fête sera doublement importante car elle regroupera ces deux tendances pour des meetings politiques communs. A ces meetings, seront exposés les points de vues qui vont être développés au long de la campagne électorale.

Mais la fête, c'est aussi un stand Com-

Mais la fête, c'est aussi un stand Combat Ouvrier avec une librairie et des spécialités antillaises.

Les travailleurs antillais doivent venir à la fête de Lutte Ouvrière. Ils pourront dé-

battre dans des «forums» sur les Antilles et les révolutionnaires antillais.

Tous à la fête de Lutte Ouvrière à la Pantecâte les 2, 3 et 4 juin Des game grants

Pentecôte, les 2, 3 et 4 juin. Des cars gratuits partent de la Porte de la Chapelle tous les 1/4 d'heures.

Fort de France

CULTURE:

Le Centre Culturel André Aliker, à Sainte-Thérèse organise actuellement un festival culturel intitulé «MATNIK AN MAI», dont voici le programme jusqu'à la fin du mois :

Dimanche 20 mai : Sortie - Marche à Sainte-Anne - Prix 20 F (date limite

d'inscription le 18).

Lundi 21 mai : Cinéma spécial Super 8. Mercredi 23 mai : Le Martiniquais est-il raciste ?

Jeudi 24 mai : Projection du film «Hors des jours étrangers».

Vendredi 25 mai : Discussion-débat -

Femmes et agression en Martinique. Dimanche 27 mai à 10 h : Spécial animation pour les Mères. Mercredi 30 mai : Spécial clôture MATNIK AN MAI.

Expositions: Tableaux CMBA et photos sur l'esclavage du 13 au 31 mai.

COMBAT OUVRIER-

Responsable de publication :

G. BEAUJOUR
Adresser
toute correspondance:
EN GUADELOUPE
à Gérard BEAUJOUR
B.P. 214
97110 POINTE-A-PITRE
EN MARTINIQUE
B.P. 386
97204 FORT-DE-FRANCE
EN FRANCE écrire à :
Combat Ouvrier
B.P. 145

Impression CIF Pointe-à-Pitre Commission paritaire N° 51728

75023 PARIS CEDEX